



DÉNUCLÉARISATION DE LA PÉNINSULE CORÉENNE

Le diable se cache dans les détails

Comment mesurer les résultats du sommet du 12 juin dernier entre Donald Trump et Kim Jong-un, présenté comme « historique » ? A-t-il « largement résolu » le problème du nucléaire nord-coréen comme l'a souligné le président des États-Unis au lendemain de la rencontre ?

Difficile de ne pas être sceptique à la lecture du document signé par les deux présidents... Absence d'engagements clairs et précis, de calendrier de mise en œuvre, de procédure et d'instruments de vérification...

Car si le président nord-coréen a dit et redit à plusieurs reprises vouloir « aller vers une dénucléarisation de la péninsule coréenne », c'est tout en affirmant publiquement refuser tout désarmement « unilatéral ». Ce qui expliquerait que l'exigence de « démantèlement complet, vérifiable et irréversible » défendue jusqu'alors par les États-Unis et le Conseil de sécurité de l'ONU ne figure pas dans l'accord du 12 juin.

Ce document ressemble à s'y méprendre à cet article VI du Traité de non-prolifération (TNP) dans lequel les États dotés se sont engagés à négocier « sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire ». C'était il y a cinquante ans, en 1968, on connaît ce qu'il en est advenu...

La suspension des manœuvres militaires conjointes entre les armées américaine et sud-coréenne annoncée par le président Trump, suffira-t-il comme « garanties de sécurité » ? Nous en doutons fort. D'autant que l'abandon des sanctions économiques n'est pas à l'ordre du jour alors que ces dernières viennent entraver les engagements du président nord-coréen de mettre la priorité sur le développement économique du pays...

Bien d'autres points sont problématiques comme la dissociation de la question nucléaire de celle des droits humains ou cette volonté du président Trump de s'appuyer sur des relations bilatérales au détriment d'une logique multilatérale impliquant l'ensemble des acteurs concernés — quid en l'occurrence de la Corée du Sud, de la Chine, du Japon voire même de la Russie ? —, seule à même de garantir un processus de paix sur un temps long... Une méthode à l'opposée de celle mise en œuvre par son prédécesseur et

qui a permis la signature de l'accord sur le nucléaire iranien en juillet 2015. Accord dénoncé par Trump alors même que l'AIEA en charge de la vérification ne cesse d'attester que l'Iran en respecte les clauses...

Bref, l'arme nucléaire comme « marqueur de puissance » semble avoir atteint son objectif pour les Nord-Coréens. La logique des sanctions n'a pas permis de dissuader un pays refermé sur lui-même... Cela peut représenter une incitation pour d'autres responsables politiques de se lancer dans une telle course aux armements...

Comment sortir d'une telle logique de prolifération ? C'est bien ce qu'a voulu faire ICAN en se rendant à Singapour pour proposer une feuille de route reposant sur les 5 étapes suivantes qui n'impliquent pas seulement la Corée du Nord mais également un engagement de la part des autres puissances nucléaires ainsi que de la Corée du Sud afin qu'elle sorte du parapluie nucléaire américain :

- 1) reconnaître le risque d'utilisation d'armes nucléaires et les conséquences humanitaires inacceptables d'une telle utilisation ;
- 2) adhérer au Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) ;
- 3) éliminer les armes nucléaires de la Corée du Nord d'une manière vérifiable et irréversible ;
- 4) ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ;
- 5) rejoindre le TNP et la communauté internationale¹.

C'est possible. Il ne faut pas oublier que, lors du vote de décembre 2016 à l'Assemblée générale de l'ONU, la Corée du Nord — tout comme l'Iran — a voté « pour » l'ouverture des négociations du TIAN. Certes à la différence de l'Iran, la Corée du Nord n'a pas ensuite participé aux négociations du TIAN de 2017.

À nous de faire en sorte que cette proposition de ICAN soit reprise et soutenue par différents États — dont l'Union européenne — pour que la péninsule coréenne puisse devenir une zone sans armes nucléaires...

Patrice Bouveret

¹) Le plan est disponible (en anglais) sur : <http://www.icanw.org/wp-content/uploads/2018/06/ICAN-Korean-Peninsula-Denuclearization-Roadmap.pdf>

Conférence d'examen du TNP à l'ONU, Genève, mai 2018

Au mois de mai, nous avons été présents à la « PrepCom » (Preparatory Committee) — deuxième session du Comité préparatoire à la Conférence d'examen quinquennale du Traité de non-prolifération (TNP) en 2020 — et au meeting de ICAN. Ambiance festive où un certain sentiment de fierté était palpable. Cela n'a pas empêché d'avancer avec sérieux sur un certain nombre de thèmes, comme la nécessité d'insister sur la stigmatisation des armes nucléaires, ce qui a déjà donné des fruits significatifs avec l'arrêt du financement de ces armes de la part de plusieurs dizaines d'organismes financiers, dont deux des principaux fonds de pension au niveau mondial.

Par rapport à la PrepCom précédente, la grande nouveauté a été naturellement l'adoption, entre temps, du Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN), que les États dotés ont essayé d'ignorer ou de critiquer durement. Ceux-ci ont même prétendu que le TIAN compromettrait le TNP. Pourtant, la plupart des États non-dotés ont soutenu le TIAN avec force, en appelant tous les États à le signer et le ratifier, tout en expliquant que ce sont au contraire les États dotés qui savaient le TNP par leur évidente mauvaise foi dans la mise en œuvre de son article VI.

Pourquoi les États dotés n'ont-ils pas proposé, lors de cette PrepCom, quelques initiatives un peu courageuses pour essayer de démontrer la prétendue « supériorité » de l'approche « pas à pas » par rapport à celle du TIAN ? Rien de tout cela ne s'est produit, bien au contraire : la *Nuclear Posture Review 2018* des États-Unis en est la triste et emblématique illustration en relançant une course mondiale de ré-armement nucléaire.

Par ailleurs, rien d'essentiellement nouveau n'a émergé sur le projet d'une Conférence pour la création d'une Zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN) au Moyen-Orient. La seule lueur d'espoir est venue de la perspective fragile d'une dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Le rapport final du président Adam Bugajski (Pologne), réalisé sous sa seule responsabilité, a été fortement critiqué par les États non-dotés, qui ont trouvé qu'il avait fait la part trop belle aux positions des États dotés. Donc, à ce stade, on voit mal comment la conférence d'examen du TNP en 2020 pourrait se conclure par un consensus, vu le fossé qui semble se creuser de plus en plus entre États dotés et non-dotés.

Luigi Mosca

Lettre ouverte au Président de la République française

Monsieur le Président,

Je voudrais vous poser une seule question :

Quel monde voulez-vous laisser aux générations futures ?

Un monde en guerre ?

Un monde privé de ressources ?

Ou juste un monde en paix, avec des gens heureux ?

Alors arrêtons cette folie avec l'armement nucléaire.

Pensez aux bénéfiques pour l'éducation, ces milliards d'euros qui pourraient être utiles également pour notre santé, pensez à tous ces pays qui ne sont pas dotés de l'arme nucléaire et qui n'en sont que moins menacés.

Bien cordialement,

Le Nonviolent, élève de collège,
en cinquième

LECTURE

L'illusion nucléaire

Paul Quilès, Jean-Marie Collin
& Michel Drain

Éditions Charles Léopold Mayer,
avril 2018, 172 pages, 20 euros

Nous sommes tous en sursis avec cette « garantie illusoire de sécurité » qu'est l'arme nucléaire et la stratégie de dissuasion qui l'accompagne face au « risque inouï pour l'humanité toute entière » que ces armes représentent. Le lecteur assidu d'*Abolition* retrouvera dans cet ouvrage nombre d'arguments et d'analyses abordés au fil des numéros, rassemblés en une synthèse solide et claire utile et indispensable non seulement à lire mais surtout à faire circuler auprès de notre entourage et de tous ceux qui se croient protégés par cette nouvelle ligne Maginot du XXI^e siècle... P. B.

Vigie sur Paris

Prochaines dates des vigies organisées place Saint-Michel devant la Fontaine, de 17h00 à 18h00 : **4 et 18 juillet**. Les personnes qui peuvent venir sont invitées à informer en amont :

thierry.duvernoy1963@hotmail.fr /
ou 06 87 30 31 69 (de préférence par SMS).

ACTION DE VIGILANCE POUR L'ABOLITION DES ARMES NUCLÉAIRES

Vendredi 6 juillet 2018

*jeûne et présence d'interpellation
devant le ministère des Armées à Paris*

- de 8 h à 9 h, entrée du ministère, 60 boulevard du Général de Gaulle (M^o Balard) ;
- entre 9 h et 12 h, rendez-vous au café-tabac « Le Balard », angle place Balard et avenue Félix-Faure ;
- de 12 h à 13 h, entrée du ministère ;
- de 16 h à 17 h, entrée du métro Balard.

En soutien à l'action non-violente sur place, vous êtes invité-e-s à jeûner sur votre lieu de vie ou à être en union de pensée avec les jeûneurs.

Dans un cas comme dans l'autre, faites-le savoir si possible au plus tard l'avant-veille à :
<marie-claude.thibaud@wanadoo.fr> ou au 06 71 60 05 46

Retrouvez les photos des précédentes actions :
<http://abolitiondesarmesnucléaires.org/evenements/>

Abolition est la lettre d'information gratuite publiée par l'association « Abolition des armes nucléaires—Maison de Vigilance », née de la fusion en 2016 de la Maison de Vigilance et du collectif Armes nucléaires STOP.

Pour la recevoir, envoyer une demande à : <abolitiondesarmesnucléaires@orange.fr> ou par courrier : 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

Soutien financier par chèque ou virement, IBAN : FR76 4255 9000 6941 0200 3405 334

Directeur de publication : Jean-Pierre Dacheux • ISSN 2554-3407 • Mise en page et impression par nos soins • Dépôt légal à parution • juin 2018